

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 23 NOVEMBRE 2020 - 50^e ANNÉE - N° 1199 - 4 €

Daniel Cordier

La mémoire rassemble le groupe et place le souvenir dans le sacré. L'histoire, toujours critique, invalide de bons souvenirs et en réveille de mauvais ; elle bouscule la mémoire, révélant ses failles et ses trop flatteuses reconstitutions.

Daniel Cordier était tout à la fois l'homme de la mémoire, comme acteur et comme témoin, et l'historien rigoureux qui a établi ou rétabli des vérités majeures sur la Résistance. Rentré dans l'ombre après la guerre, l'ancien secrétaire de Jean Moulin était venu à l'histoire pour répondre aux attaques dont *l'Inconnu du Panthéon* était l'objet.

L'œuvre monumentale que Daniel Cordier a consacrée au premier président du CNR a permis de contrebalancer le dénigrement de la France combattante qui fut à la mode dans les vingt dernières années du XX^e siècle. L'historien aurait pu tomber dans le piège d'une mythification de l'homme qu'il avait servi et du combat qu'il avait mené. Son propre témoignage, dans *Alias Caracalla*, jette au contraire une lumière crue sur les conflits et les haines entre les chefs de la Résistance intérieure. Daniel Cordier sut dire cette vérité-là, qui n'était en rien secrète, tout en nous permettant de saisir quelques bribes de l'inexprimable : cette foi mystique dans les destinées de la France, cette fraternité des soldats de l'Armée des ombres qui transcendaient les rivalités et la peur quotidienne.

En tous les moments de sa longue vie, Daniel Cordier a bien mérité de la patrie. ■



La crise s'aggrave à l'école

La pandémie de Covid-19 agit comme un révélateur, voire comme un amplificateur, des maux dont souffre l'école.

Le protocole sanitaire adopté par le gouvernement pour freiner la propagation de la maladie s'avère inapplicable dans de nombreux établissements laissés à l'abandon faute de moyens et provoque la colère des élèves, plus particulièrement des lycéens, et

des enseignants. A l'instar du personnel soignant, les professeurs du primaire comme du secondaire, accablés d'injonctions contradictoires, sont dans l'incapacité d'exercer leur métier sereinement. Le Premier ministre et son ministre de l'Education cherchent à tem-

poriser plus qu'à répondre à leurs inquiétudes, l'école publique n'étant pas leur priorité. Surtout pas de vague et évitons tout risque de débordement, notamment des lycéens, telle semble être leur ligne de conduite. **L'article de Nicolas Palumbo en pages 2 et 3.**

Orwell pour aujourd'hui

L'entrée de George Orwell dans La Pléiade permet de mesurer l'actualité d'une œuvre inclassable.

L'auteur de *La Catalogne libre* et de *1984* est trop souvent réduit à sa critique du totalitarisme soviétique. Si tel était le cas, George Orwell n'aurait plus rien à nous dire. Or, sa récupération par les Américains pendant la Guerre froide est abusive car l'auteur de *La Ferme des animaux* est anticapitaliste et professe un socialisme enraciné

dans les classes populaires.

Pourtant, Orwell déplaît à la gauche progressiste car il est hostile à l'emprise de la technique et aux processus de mécanisation intellectuelle qui se révèlent dans la novlangue. Proche de Bernanos et de Ellul, Orwell a trouvé en Michéa un commentateur avisé. **L'article de Gérard Leclerc en page 11.**

Dans ce numéro :

Page 5 : **Grandes surfaces : méli-mélo dans le chariot.**

Page 7 : **Après les élections américaines.**

Page 11 : **La mer, espace à ménager.**

Page 12 : **Boulgakov retraduit.**

Page 14 : **Résistance royaliste : Daniel Cordier.**

Page 16 : **Éditorial
Instituer la République**

Mon école va craquer !

Il n'aura pas fallu longtemps pour que la grogne, qu'on sentait poindre depuis la rentrée dans de nombreux établissements scolaires confrontés à un protocole sanitaire inapplicable, se transforme en colère. Contenue pour l'instant, elle pourrait finir par éclater, la crise agissant comme un révélateur des maux dont souffre l'école.

Les lycéens de nombreuses villes de France ont été les premiers, dès le 3 novembre, à réagir contre l'absurdité des mesures imposées dans leurs établissements pour endiguer la prolifération du Covid-19, et à réclamer un protocole sanitaire plus conforme à ce qu'ils vivent au quotidien. Des blocages ont ainsi eu lieu dans une dizaine de lycées parisiens. « *On est dans un lycée avec des classes de 35. On a des toutes petites salles. La cantine est toute petite, sans aération* », déploreait une élève de terminale du lycée Sophie Germain (1). Et l'un de ses camarades enchaînait en réclamant « *un nouveau protocole sanitaire qui permettrait aux professeurs de dédoubler leurs classes. Peut-être, aussi, une modification des horaires de cantine pour éviter de trop gros flux, et puis un allègement des programmes* ». À Nantes au lycée Guist'hau ou au lycée Pasteur de Besançon, plus d'une centaine de lycéens se sont mobilisés. « *Dans notre lycée, les couloirs sont étroits, on est collés-serrés, c'est impossible de ne pas se toucher. Certains élèves ne mettent pas le masque et ne se font pas réprimander* », témoignait un élève de terminale. Si on reste au lycée, on risque de se faire contaminer. Une crainte exprimée par des lycéens corses qui reconnaissaient « *avoir peur* » du contexte sanitaire et demandaient au gouvernement de les « *mettre en sécurité* » en « *fermant les lycées et en installant une continuité pédagogique* ». Dans un communiqué du 13 novembre, le ministère de l'Éducation nationale confirmait que plus de 12 000 élèves et de 2 200 membres du personnel des établissements scolaires avaient été testés positifs au Covid-19 au cours des sept derniers jours.

Côté enseignants, le constat est le même : classes surchargées, couloirs bondés, can-



tines encombrées, protocole sanitaire inepte... Le 10 novembre, une intersyndicale des personnels de l'Éducation nationale appelait à une « *grève sanitaire* ». « *On nous demande d'aérer les classes toutes les deux heures. Mais il y a plein d'écoles où les fenêtres ne peuvent pas s'ouvrir* », constatait un gréviste. Et l'un de ses collègues de renchérir en reprochant « *le manque de lavabos pour laver les mains des petits ou encore le port du masque au CP qui n'est pas du tout efficace* ». « *Nous, ce qu'on souhaite, c'est que l'école reste ouverte, a souligné Guislaine David, du Snuipp-FSU. On a vu avec*

le premier confinement à quel point nos élèves ont besoin du contact et de l'éducation qu'on leur donne. Mais quand un prof est 'cas contact', qu'il attend son test, il n'est pas présent, les enfants sont répartis dans d'autres classes, ce qui pose un souci pour la santé des enfants et le suivi scolaire », avant d'embrayer sur un autre registre : « *La rentrée de la Toussaint a été difficile à gérer au niveau sanitaire, en plus de l'hommage à Samuel Paty. Les enseignants sont épuisés alors que nous ne sommes qu'en novembre.* »

Malgré la faible mobilisation des professeurs, mais surtout par crainte que la si-

tuation s'envenime dans les lycées, le gouvernement a fini par concéder quelques assouplissements : dans les lycées où le respect des contraintes sanitaires n'est pas possible, des solutions alternatives à une présence à temps plein doivent être proposées. Jean-Michel Blanquer a ainsi souhaité qu'au minimum, 50 % du temps scolaire de l'élève se déroule en « *présentiel* » d'ici la fin de l'année civile pour garantir le maintien d'un lien fort avec la classe. Mais pour les collèges et le primaire, rien. Il a également confirmé la revalorisation du métier et du salaire des enseignants, dans le cadre du

Sur le mur de Jean Chouan

C'EST VRAI, L'ÉDUCATION EST EN CRISE : LOCAUX VÉTUSTES, PROGRAMMES ABSURDES, DIRECTIVES INAPPLICABLES, BUDGETS INADAPTÉS...

...PROFS ÉPUISÉS, PARENTS AGRESSIFS, ÉLÈVES INGÉRABLES, ADMINISTRATION ABSENTE, ET J'EN PASSE. HEUREUSEMENT...

...GRÂCE AU CONFINEMENT, M. BLANQUER VA ENFIN POUVOIR CONSTRUIRE L'ÉCOLE DONT RÊVE L'ÉTAT :

SANS LOCAUX, SANS ÉLÈVES ET SANS PROFESSEURS !



Grenelle de l'Éducation, mais uniquement pour les débutants et pas avant le printemps prochain.

Comme l'hôpital, l'école souffre du désintérêt de l'Etat. Cela se manifeste, d'abord, par l'austérité qui frappe le budget du ministère, ensuite par la décharge de ses responsabilités financières sur les collectivités territoriales sans leur donner les moyens d'assurer leurs missions, enfin et surtout par l'absence d'un projet pédagogique. La stratégie en matière d'enseignement est simple : transférer au privé l'éducation des enfants pour les ménages qui en ont les moyens, à charge pour le public d'assurer le rôle de voiture balai avec un enseignement au rabais pour les autres. C'est ce à quoi nous assistons depuis plusieurs années et que la crise commence à révéler. Il en est de même en matière de santé ; il est d'ailleurs curieux de constater que, à l'occasion de la crise, les mêmes remèdes soient appliqués à l'hôpital et à l'école : annonce d'augmentations des rémunérations et organisation d'un grand raout, Ségur dans un cas, Grenelle, dans l'autre, qui ont pour seuls objectifs de répondre à des préoccupations de court terme, de détourner l'attention du public et surtout de ne pas réformer le système en profondeur. ■

NICOLAS PALUMBO.

(1). Témoignages recueillis par l'AFP.

Une panthéonisation en catimini

Un siècle après l'armistice de 1918, il n'y avait pas d'urgence à faire entrer Maurice Genevoix au Panthéon. Risquons une hypothèse un peu polémique pour interpréter cette cérémonie en mode confiné.

Le 11 novembre, le Chef de l'Etat a accueilli au Panthéon la dépouille de Maurice Genevoix, en hommage à tous les combattants de la Grande Guerre. La famille de l'auteur de *Ceux de 14* a été satisfaite. Ceux qui lui préféraient le communiste Henri Barbusse, dont *Le Feu* ne vaut pas son voyeuriste *L'Enfer*, ont été déçus. Les admirateurs du Drieu de La comédie de Charleroi n'ont pas eu voix au chapitre. Les anti-chasse ont dû s'étrangler en pensant à *Rabotiot*, et c'est tant mieux. Le public, lui, en a été pour ses frais.

Confinement et menace terroriste obligent, la cérémonie a été réservée à la seule famille de l'ancien Académicien et à trente personnalités civiles et militaires. Les habitants du quartier ont été soigneusement tenus à l'écart par un dispositif policier leur interdisant même de tenter d'apercevoir, de loin, les projections sur la façade du Panthéon. C'est là une nouvelle illustration de la démesure croissante des dispositifs policiers déployés de manière arbitraire lors de chaque manifestation officielle, y compris



dans ses exagérations les plus désolantes, comme ce fut le cas à l'occasion de l'hommage à Samuel Paty à la Sorbonne.

Au moins le public a-t-il échappé à la vue des six « sculptures » de l'allemand Anselm Kiefer, « monuments » réalisés avec des matériaux recyclés (fil de fer barbelé, fumier d'âne, livres en plomb, plaques de béton...), placés derrière six vitrines de verre et d'acier, qui resteront sur place.

L'absurdité du maintien de cette cérémonie, déjà ajournée deux fois, oblige à en chercher le sens. La transformation de l'église construite pour abriter la chaise de Sainte Geneviève en temple républicain, destiné à honorer de grands personnages marquants de l'histoire de France, porte assurément les marques de la tentative révo-

lutionnaire d'instituer une religion civile. On peut discuter l'inspiration et l'utilité des ces grands-messes républicaines. Elles n'en restent pas moins des occasions de souder l'unité nationale, qui exigent, à ce titre, une communion avec la foule.

Le choix des « panthéonisations » a toujours suscité des controverses. Sous les III^e et IV^e républiques, il relevait des députés. Ce sont désormais les présidents de la V^e République qui décident seuls d'imposer leur propre vision de l'histoire de la France.

En choisissant un plasticien allemand, Monsieur Macron a voulu célébrer l'amitié franco-allemande, fil conducteur des commémorations officielles du centenaire. Il a aussi salué le courage de ceux qui « nous [ont permis] de construire quelques décennies plus tard, avec notre Europe, la paix que nous leur devons ». Son projet européen, on le sait, ne rencontre pas l'enthousiasme souhaité et se heurte à des difficultés qu'illustre l'actualité. En cantonnant la participation des Français au rôle de simples télespectateurs, il s'est épargné des manifestations hostiles. C'est peut-être, et nous l'écrivons avec un brin de mauvaise foi consciente, la vraie raison du maintien de cette cérémonie confinée. ■

BRINDAVOINE.

L'Écho du net

■ **Complotisme.** - Un documentaire, mis en ligne le 11 novembre, traitant de la crise sanitaire Covid-19 et intitulé *Hold-up*, a provoqué une intense et violente polémique dans la presse et sur les réseaux sociaux entre, d'un côté, les réalisateurs et ceux qui soutiennent les thèses et opinions exposées dans cette vidéo et, de l'autre, ceux qui exigent que celle-ci soit censurée pour « complotisme » et retirée. Afin de trier le bon grain de l'ivraie et ne pas « jeter le bébé avec l'eau du bain » dans une polémique qui est en train de devenir une fin en soi, Denis Collin, sur le site *La Sociale* (1), nous indique ce qu'il faut, selon lui, retenir de significatif et d'important politiquement de ce documentaire.

Concernant les thèses développées, il considère en premier lieu qu'« il n'y a pas de complot de Big Pharma, Bill Gates et George So-

ros. Je ne crois non plus que le virus ait été inventé par les Chinois pour mettre l'Occident à genoux, ni qu'il ait été volontairement importé en Chine par les Américains » mais plutôt « que les classes dominantes ou certaines parties de classes dominantes aient saisi l'occasion pour faire avancer leurs agendas, c'est à peu près évident. Le Great Reset n'est pas une invention des « complotistes », mais figure en toutes lettres sur le site du forum de Davos. La 'classe capitaliste transnationale' (The Transnational Capitalist Class) n'est pas seulement une 'classe en soi', elle est aussi une 'classe pour soi' : les multiples liens qu'ont tissés les dirigeants de l'économie et de la politique font que tous ont tendance à réagir de la même façon, à se poser les mêmes questions et à donner des réponses convergentes. Mêmes formations intellectuelles, mêmes idéologies et mêmes liens avec les mêmes types de groupes. Inutile donc d'ima-

giner des « complots ». Les lois de la nature politique s'imposent à tous ».

Ce film souligne également qu'en France comme « dans de nombreux autres pays, l'épidémie a été le prétexte pour renforcer l'autoritarisme du régime. D'ailleurs selon une mécanique bien connue dans tous les régimes autoritaires, quand une décision liberticide est prise au sommet, chaque niveau inférieur fait du zèle et en rajoute. La pandémie accélère des processus en cours depuis longtemps de grignotage progressif des libertés publiques et individuelles ». Il y est mis par ailleurs l'accent sur « une corruption endémique qui atteint de plus en plus profondément l'appareil d'Etat. De nombreuses affaires, dont l'affaire Alstom dans laquelle est impliqué Macron, ont déjà mis ces phénomènes en lumière. Nous avons aussi maintenant une vue plus claire du rôle néfaste que joue l'imbrication des gros laboratoires pharmaceutiques et les

sommets de l'appareil médical. La pandémie aura aussi été l'occasion de sanglants règlements de compte entre blouses blanches'. Là encore, pas vraiment de complot, mais l'ingrédient majeur des polars, le fric ! ».

Contrairement à ce qu'affirme le narratif du film, nul complot machiavélique « dans la gestion française de la crise où la bêtise l'a disputé à l'incompétence et la morgue au mensonge éhonté, aboutissant à un ensemble de décisions incohérentes. L'affaiblissement du niveau scolaire et le recrutement de plus en plus fréquent de dirigeants issus des écoles de commerce plutôt que des grands corps de l'Etat d'antan ont des effets délétères à long terme qui commencent à se faire sentir sérieusement ».

LOÏC DE BENTZMAN.

(1). https://la-sociale.online/spip.php?covid_complot_corruption/

Le ferroviaire alsacien sacrifié par Bruxelles



DR. Train Régiolis de dernière génération livré par l'usine Reichshoffen en 2020.

La vente de l'usine Alstom de Reichshoffen, imposée par la Commission européenne au nom d'une vision aberrante du droit de la concurrence, met en risque des centaines d'emplois en Alsace et notre présence sur un segment clé de l'industrie ferroviaire.

Nous nous sommes peut-être réjouis trop vite de la création du deuxième groupe ferroviaire mondial, autour d'Alstom et du canadien Bombardier (1). Dans les accords industriels, le diable se cache souvent dans les détails, que la communication officielle s'emploie à dissimuler. La vente du site de Reichshoffen n'a d'ailleurs rien d'un détail. L'usine alsacienne, qui emploie directement près de 800 salariés hautement qualifiés et qui fait travailler plusieurs centaines de sous-traitants sur place, est un des fleurons de l'industrie ferroviaire française. C'est elle qui produit les trains régionaux auxquels Alstom doit une partie de ses succès à l'international ; c'est

elle qui devait normalement réaliser la nouvelle génération de trains légers, propulsés à l'hydrogène, sur laquelle le groupe fondait, il y a peu de temps encore, de grands espoirs.

Quelle est la raison de cette vente surprise, annoncée en catimini pendant l'été et qui provoque, comme on l'imagine, un vif émoi en Alsace ? Il faut y voir, une nouvelle fois, la patte malfaisante de la Commission européenne. En conditionnant son accord sur la fusion Alstom-Bombardier à la vente du site alsacien, Bruxelles prétend vouloir éviter que le nouveau groupe soit en position dominante sur le marché français des trains régionaux. Absurde !

Comme si, en France, les appels d'offre sur le ferroviaire ne se faisaient pas déjà au niveau européen et comme si la concurrence n'y était pas très vive ! Comme si les constructeurs chinois qui ont fusionné il y a quelques années pour créer le géant CRCC, numéro un mondial et principal concurrent d'Alstom-Bombardier, s'étaient vu imposer les mêmes conditions par leurs autorités de tutelle ! On se souvient que c'est au nom de pareilles aberrations que Bruxelles avait bloqué en 2019 le mariage prometteur entre Alstom et l'allemand Siemens. Les gouvernements français et allemands s'en étaient émus et avaient même envisagé de réformer d'urgence le droit européen de la concurrence. Paroles, paroles, car depuis, rien n'a changé ! Et le gouvernement, sur le dossier Reichshoffen, n'a pas bougé.

Alstom s'est donc résigné à vendre le site. Son choix semble se porter sur le tchèque Skoda, petite entreprise du secteur, absente des marchés d'Europe de l'ouest et donc peu susceptible de lui faire de l'ombre. Mais ce choix fait frémir les syndicats alsaciens : Skoda n'a ni la taille, ni les moyens commerciaux de pérenniser l'activité et son propriétaire, le milliardaire Petr Kellner, n'en est pas à un changement de stratégie près ; il pourrait même être tenté de revendre son acquisition à brève échéance. L'autre offre, celle de l'espagnol CAF, un groupe solidement référen-

cé, déjà présent en France et qui s'est engagé sur un plan de charge de huit ans, plaît davantage aux syndicats et aux élus alsaciens, mais elle risque, à plus ou moins longue échéance d'ouvrir un conflit avec Alstom qui pourrait retirer ses commandes. Dans un cas comme dans l'autre, l'avenir du site du Bas-Rhin est assez aléatoire.

Ce dossier apporte, une fois de plus, la preuve que nos activités les plus stratégiques ne sont pas défendues, faute d'une politique industrielle digne de ce nom. Tout le monde s'accorde à considérer que le ferroviaire fait partie des secteurs clés qui permettront de réduire l'empreinte carbone des transports et de lutter contre le changement climatique. C'est particulièrement vrai pour le transport ferré régional qui concerne des millions de déplacements du quotidien. Reichshoffen est positionné sur ce créneau ; ses techniciens ont en main tous les savoir-faire pour y réussir. Il serait grand temps qu'un gouvernement, qui parle beaucoup d'écologie mais qui agit bien peu, prenne ces sujets au sérieux et prie les technocrates de la concurrence européenne d'aller s'occuper plus utilement des positions dominantes de Google, d'Amazon et autres GAFA.

HENRI VALOIS.

(1) Cf. *Royaliste* n°1186 du 23 mars 2020.

La quinzaine sociale

■ Travailler plus et gagner moins.

– Dans un rapport examiné le 4 novembre par la commission des Finances de l'Assemblée nationale, la Cour des comptes révèle que le stock d'heures supplémentaires non payées et non récupérées s'élève à plus de 50 millions dont 23 millions dans la police nationale et 18,5 millions dans l'hôpital public. Ce phénomène – qu'elle qualifie de « *dysfonctionnement structurel* » – représente un coût supérieur à un milliard d'euros. On y apprend également que ces heures sup' sont souvent indemnisées à un taux horaire inférieur à celui de l'heure normale. La Cour reconnaît, enfin, que dans certains ministères et à l'hôpital, la tension sur les effectifs ne per-

met pas aux agents de récupérer leurs heures. Leur accumulation représente un risque financier mais aussi humain, la surcharge de travail pouvant provoquer des maladies professionnelles, dégrader les conditions de travail des agents et la qualité du service.

■ Télétravailler plus et stresser plus.

– Alors que les négociations sur le télétravail patinent – les organisations patronales rejetant tout accord qui encadrerait le recours à cette pratique en plein essor depuis le premier confinement – une étude du cabinet de conseil Empreinte humaine, rendue publique le 18 novembre, tombe à point nommé. On y apprend que 58 % des salariés qui télétravaillent à 100 % sont en détresse psychologique. Ils sont néanmoins 60 % à vouloir poursuivre l'expérience,

mais 34 % estiment être saturés. Les salariés les plus en difficulté sont les cadres dirigeants : 70 % d'entre eux trouvent plus pénible d'exercer leurs fonctions à distance. 41 % considèrent que la webcam est une forme d'intrusion dans leur vie personnelle. 29 % ont d'ailleurs déjà essuyé des réflexions inappropriées sur leur style vestimentaire ou encore leur lieu de vie. Enfin, 52 % disent qu'ils n'accepteront plus les difficultés liées au télétravail lors du premier confinement.

■ Travailler plus à polluer moins.

– Jugeant que le gouvernement français n'en faisait pas assez pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), le maire de Grande-Synthe (Nord), a saisi le Conseil d'État début 2019 pour lui demander « d'enjoindre l'État à prendre toutes les mesures né-

cessaires » pour respecter ses engagements climatiques. Pour mettre en œuvre l'accord de Paris de 2015, la France s'est, en effet, engagée à adopter une trajectoire de réduction des émissions de GES permettant de parvenir, en 2030, à une baisse de 40 % par rapport à leur niveau de 1990. Un objectif, inscrit dans la loi. Pour l'atteindre, le gouvernement a adopté une trajectoire s'étalant sur quatre périodes (2015-2018, 2019-2023, 2024-2028 et 2029-2033), chacune comportant un plafond d'émissions. Or, le Conseil d'État constate que le plafond d'émissions prévu pour la première période a été dépassé. Dans un arrêt du 19 novembre, il donne trois mois au gouvernement pour « justifier que son refus de prendre des mesures plus strictes est compatible avec le respect de l'objectif pour 2030 ».

N.P.

Grandes surfaces : méli-mélo dans le chariot

La fermeture administrative des commerces « non essentiels » alimente une polémique sur l'inégalité de traitement entre petits commerces et grandes surfaces. Il faut dépasser cette actualité et s'interroger sur les enjeux d'un mouvement qui paraît favorable aux grandes surfaces commerciales.

Longtemps spécificité nationale, les hypermarchés ont connu une course au gigantisme que n'a pas freiné la loi Royer de 1973. Ils se sont multipliés jusque dans nos campagnes, leurs galeries commerciales devenant des lieux de promenade et de loisirs, autant que de consommation.

Le modèle paraissait compromis. Depuis quelques années, les superettes essaient en centre-ville. Les groupes de distribution accumulent les difficultés financières. La crise sanitaire les a touchés. Auchan licencie. La capitalisation boursière des foncières commerciales a été divisée par deux. Coup de grâce, ou de pub, le président de la République a décrété cet été un moratoire sur les zones commerciales en périphérie des villes.

Il y a un an, le même chef de l'Etat annonçait l'abandon « définitif » d'EuropaCity, emblématique projet de méga complexe censé ouvrir en 2027, à Gonesse, à 15 kilomètres de Paris. 3 milliards d'investissements, 80 hectares de cultures céréalières artificialisées, composaient les ingrédients de ce cocktail de parcs de loisirs, d'équipements culturels, d'hôtels et de commerces, destiné à 30 millions de visiteurs.

Le groupe Pierre et Vacances a abandonné son projet de Center Parcs en Isère. Il voulait construire, sur 200 hectares, 1 000 cottages, des commerces et des restaurants autour d'un grand espace aquatique, sous une bulle transparente chauffée à 29 degrés, le tout pour un budget de 390 millions d'euros.

Course au gigantisme. La publicité donnée à ces coups d'arrêt ne peut cacher d'autres projets, plus gigantesques les uns que les autres (1). Par exemple, dans le Pays de Gex (Ain), où le nombre de mètres carrés de commerce est supérieur de 50 % à la moyenne nationale, doit s'édifier, près de Saint-Genis-Pouilly, une zone commerciale comprenant 2000 places de parking, 50 boutiques et 15 restaurants. 9 km plus loin, à Ferney-Voltaire, un centre de 150 boutiques, 17 restaurants, et 1600 places de parking est annoncé.

A Paris, la rénovation de la gare du Nord fournit le prétexte à une immense zone de commerces, de travail et de loisirs. Au menu à 600 millions d'euros : 19 000 m² de boutiques, 13 000 m² de bureaux et 12 000 m² d'équipements sportifs et culturels. Ceux qui sont allés Gare Montparnasse ont constaté qu'elle était en voie de transformation en centre commercial. Il en sera de même pour la gare d'Austerlitz.

Dans le Gard, Amazon veut construire



sur 13 hectares de champs, 40 000 m² d'entrepôts, hauts comme un immeuble de 5 étages. Il prévoit d'autres implantations, sur 8 à 11 sites.

Si ces projets mettent en péril le commerce de proximité, ils confrontent nos sociétés à un certain nombre d'apories. Tout d'abord, ils dévoilent des contradictions et incohérences de l'Etat, qui a soutenu ces projets. Pour EuropaCity, « c'est l'Etat qui nous a demandé de participer et de s'engager dans l'opération qu'il pilote depuis l'origine », s'insurge un élu. En 2018, l'Etat lui-même avait fait appel du jugement retoquant le projet d'urbanisation de 100 000 hectares de terres fertiles dans le Triangle de Gonesse, entre les aéroports de Roissy et du Bourget, où devait s'implanter EuropaCity. Le permis de transformation de la Gare du Nord (projet validé par la Commission d'enquête), comme celui de la gare d'Austerlitz, a été signé par l'Etat, non par la mairie de Paris, farouchement opposée au projet, dans des conditions considérées comme aussi discutables que les études d'impact. La construction de la gare du métro de Gonesse a, elle, commencé, malgré les recours effectués.

Incohérence des pouvoirs publics. On comprend qu'un gouvernement change d'orientation en fonction de nouvelles priorités comme celles qu'impose la transition écologique. Mais une décision soudaine prise en Conseil de défense écologique n'ef-

face pas d'un coup de sceptre les problèmes économiques posés par l'annulation d'un projet tel qu'EuropaCity, décision qui laisse les élus locaux dans une grande incertitude.

On peut moquer ces élus. Ils pleurent sur le petit commerce et, en même temps, favorisent l'implantation de grandes surfaces commerciales. On peut clamer avec un député LREM : « On ne peut pas avoir en même temps des ministres qui inaugurent les entrepôts d'Amazon et mettre 5 milliards d'euros dans le plan Action Cœur de Ville pour redynamiser les petits commerces. » On peut être séduit par les propositions d'introduire dans les documents d'urbanisme une « dimension temporelle » imposant une distance maximum de 15 minutes à pied entre habitations et services.

Il n'empêche, ce sont les « géants » qui aujourd'hui créent des emplois – même s'ils en détruisent par ailleurs. Ils alimentent des finances communales réduites par l'Etat. Si Amazon ne peut s'implanter en France, il le fera dans des pays frontaliers. EuropaCity promettait 10 000 emplois directs. Or, ni l'Etat, ni les adversaires des grandes surfaces ne proposent d'alternative crédible.

Plus profondément, peut-être, des habitudes de consommation ont été prises. « Je ne crée pas un centre commercial. Je crée un lieu de centralité, d'échanges, une machine à créer du lien social », déclare le PDG du groupe Frey. Cette vision, malgré son cynisme, est partagée par nombre de Français, à commencer peut-être par ceux qui, il y a quelques mois, manifestaient autour des ronds-points régulant l'accès aux centres commerciaux. Quant au commerce en ligne, les consommateurs perdront d'autant moins les habitudes prises pendant le confinement qu'Amazon offre une qualité de service actuellement insurpassable.

Toute politique d'aménagement du territoire et de développement économique doit tenir compte du besoin de créer des emplois, en nombre et maintenant, autant que des avertissements des écologistes et urbanistes. Face à cette réalité, les promesses de politiques décroissantes, le désir légitime d'un cadre de vie harmonieux, la nostalgie du « Village green » chanté par les Kinks, ne pèsent pas lourd. Les « grands projets », qualifiés d'inutiles par certains, posent à nos sociétés des problèmes considérables. Ils ne pourront en aucun cas être surmontés par le « fait du prince ».

LAURENT LAGADEC.

(1). Une liste édifiante sur le site du magazine *La franchise* : <https://www.toute-la-franchise.com/vie-de-la-franchise-A31723-centres-commerciaux-projets-creations-2018-2023.html>

Les heures sanglantes du Kosovo

La démission d'Hashim Thaçi et son emprisonnement aux Pays-Bas réveillent le souvenir tragique de la guerre du Kosovo, au tournant du siècle.

Président de la République depuis 2016, Hashim Thaçi a démissionné de son poste le 5 novembre, avant de rejoindre la prison de Scheveningen près de La Haye où il doit répondre, devant le tribunal spécial pour le Kosovo, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis pendant et après la guerre de 1998-2000.

Militant du Mouvement populaire du Kosovo, soutenu par les services secrets albanais, au temps de la tyrannie communiste, Hashim Thaçi devient le chef de la jeune Armée de libération du Kosovo (UCK) qui se signale par une campagne d'attentats. En 1998-1999, l'UCK est la rivale de la Ligue démocratique du Kosovo, que dirige Ibrahim Rugova, chef historique de l'indépendantisme kosovar (1).

La guerre qui éclate entre les nationalistes albanophones et les forces de sécurité serbes réactive des mémoires inconciliables. Les Serbes affirment que le Kosovo est le berceau de leur nation, où se trouvent effectivement les monastères de Peć et de Dečani. Les albanophones soutiennent qu'ils étaient là avant les Ottomans et ils deviennent



Hashim Thaçi. L'ancien président du Kosovo est accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

effectivement majoritaires après la Grande migration serbe de 1690, qui se produit au cours de la seconde guerre austro-ottomane.

L'indépendance serbe, la création d'un royaume de Yougoslavie – dans lequel le Kosovo n'existait pas – puis la Seconde Guerre mondiale ont maintenu ou durci les conflits entre Serbes et Albanais et c'est seulement dans la Yougoslavie socialiste que le Kosovo a bénéficié d'un statut d'autonomie, élargi en 1974. A partir de 1981, les manifestations d'Albanais qui demandent un statut de République dans la fédération yougoslaves sont violemment réprimées et le pays est toujours sous la botte de l'armée fédérale lorsque Slobodan Milošević décide de suppri-

mer le statut d'autonomie de la province.

Cette décision stupide provoque le divorce complet entre Serbes et Albanais qui créent une République clandestine sous la présidence d'Ibrahim Rugova. Aux extrémistes de Belgrade répondent les terroristes de l'UCK. Les hommes de Thaçi n'auraient pas pris la tête de l'insurrection sans le concours des gouvernements américain et français qui ont choisi l'UCK au détriment de l'organisation démocratique de Rugova, en sachant qu'il s'agissait d'une organisation mafieuse.

Pendant la campagne de bombardement de l'Otan et quand le Kosovo était sous tutelle occidentale, l'UCK a exécuté des Serbes, des Roms, des Albanais

partisans d'Ibrahim Rugova et organisé un trafic à partir des organes prélevés sur des prisonniers torturés puis exécutés.

Hashim Thaçi et les autres inculpés de l'UCK devront répondre de ces crimes. Il faut espérer qu'à l'occasion de ce procès toute la lumière sera faite sur le silence observé par celui qui fut, de juillet 1999 à janvier 2001, le haut-représentant de l'ONU, un certain Bernard Kouchner

YVES LANDEVENNEC.

(1). Ibrahim Rugova (1944-2006) présida la république du Kosovo depuis sa création en 2002 jusqu'à sa mort en janvier 2006.

Les Faits majeurs

■ **Espagne.** – L'accélération de l'arrivée des migrants dans les îles Canaries pousse le gouvernement à envisager de nouvelles expulsions de personnes en situation irrégulière vers les pays africains d'origine. Les expulsions étaient en effet suspendues depuis plusieurs mois en raison de la situation sanitaire en Europe. Le ministre de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, sous le feu des critiques de l'opposition, assure également que le camp d'Arguineguin sera fermé afin que les Canaries ne deviennent pas « une nouvelle Lesbos ».

■ **Guinée.** – Alpha Condé, au pouvoir depuis 2010, a été réélu fin octobre, dès le premier tour de scrutin, président de la République. Toutefois, l'opposition conteste toujours ce succès obtenu grâce à la révision préalable de la Constitution par référendum, qui a permis à Condé de supprimer l'interdiction d'effectuer trois mandats consécutifs. Les conditions de cette réélection ont été critiquées par le président français Emmanuel Macron, dans un entretien accordé, le 20 novembre, au magazine *Jeune Afrique*.

■ **Japon.** – Relativement peu touché jusqu'à présent par une épidémie que les autorités étaient parvenues à contenir, l'archipel subi de plein fouet une troisième vague de Covid-19. La recrudescence du nombre de cas ces derniers jours pourrait s'expliquer, selon certains experts, par l'absence de restriction aux voyages internationaux et par l'assouplissement des mesures sanitaires (distanciation, port du masque). Le seuil d'alerte a été relevé au niveau maximal mais le gouvernement tarde à adopter des mesures concrètes.

Voix étrangères

■ **Traduction trahison.** – On savait le terme de laïcité intraduisible. L'Élysée a des problèmes de traduction à l'anglais et plus encore à l'arabe, sans parler du turc (la seule langue étrangère qui possède le mot « laïk »). Le président a donné, le 31 octobre, un long entretien au bureau de Paris de la chaîne *Al Jazeera* basée à Doha (Qatar), principale chaîne arabe internationale. Il s'adressa directement au quotidien économique britannique *The Financial Times*, qui publia, le 4 novembre, sa réponse à un article de sa correspondante à Bruxelles mais retiré le lendemain. La rédaction du FT nia toute censure mais un manque d'exactitude sur les faits rapportés. La polémique a rebondi le 16 novembre avec le *New York Times* après que Macron eut téléphoné à son rédacteur en chef.

Au FT, l'Élysée contestait le titre de l'article qui n'avait pas dérangé la rédaction en chef : « *La guerre de Macron contre le séparatisme islamique ne fait que diviser la France davantage.* » Macron a pris fort sèchement à partie les gardiens du temple du grand capital international : « *Je ne parle pas de "séparatisme islamique", leur écrit-il, mais de "séparatisme islamiste".* » Ce distinguo, auquel les Français attachent une telle importance, est trop subtil pour passer tel quel dans la langue de Shakespeare : *Islamic* ne résonne pas à Londres comme à Paris. On n'y voit pas malice. Il indiquerait tout au plus que le séparatisme visé n'est pas un séparatisme chrétien ou juif. En rien que l'Islam serait en cause dans son ensemble.

Le président dans son discours des Mureaux (2 octobre) avait clairement évoqué une crise de l'Islam en tant que religion. D'où la mise au point suggérée par le journaliste d'*Al Jazeera* : « *La crise n'est pas*

au sein de l'Islam mais au sein de la société musulmane. » L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, dans sa livraison du 30 octobre, publiait une intéressante interview du premier ministre pakistanais Imran Khan qui répondait à la même question : « *Nombreux sont ceux en Occident qui ont commencé à regarder les pays musulmans comme s'il y avait une division entre libéraux et fondamentalistes – une analyse fort superficielle. Les pays musulmans ne sont pas différents des autres sociétés. Toutes les sociétés sont divisées en modérés, qui représentent la majorité, et extrémistes.* »

Le journaliste d'*Al Jazeera* a-t-il tendu un piège au président en évoquant pour sa dernière question la pierre de rosette de Champollion en 1799 ? Voyait-il, dans Macron, Bonaparte en Égypte ? Ou un besoin nouveau d'une table de déchiffrement des hiéroglyphes contemporains ?

Y.L.M.

Après quatre années de télé-réalité en continu, l'Amérique va décompresser et peut-être disparaître des écrans sous une présidence « normale ». Le répit sera de courte durée.

L'Amérique en pause

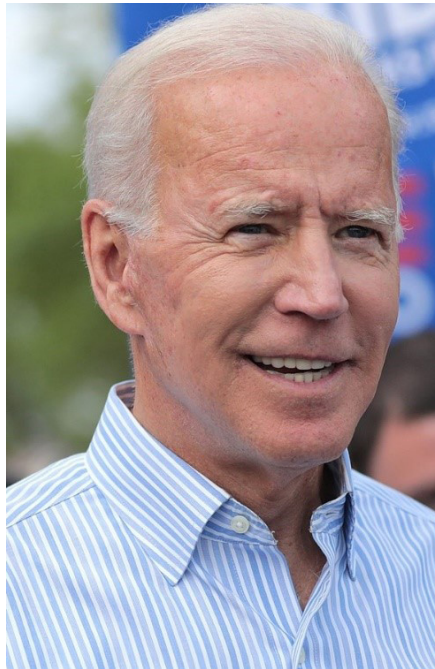
PAR YVES LA MARCK.

Biden a gagné mais Trump n'a pas perdu. Une bonne partie de ceux qui sont sortis voter pour Biden n'ont pas voté pour lui mais contre Trump. Trump a profité de la forte participation (dix points de plus qu'en 2016), à peu près autant que Biden, deux vagues plutôt qu'une. Certes plus de cinq millions de voix les séparent mais elles viennent de la seule Californie ! Au total des quarante-neuf autres Etats, les deux candidats font jeu égal. Les démocrates reculent à la Chambre des représentants et ne devraient pas regagner le Sénat. L'aile gauche du parti démocrate, que Biden avait eu bien du mal à battre lors des primaires, va peser de tout son poids. A l'inverse le parti républicain est plus uni que jamais autour de celui qui l'a fait gagner. L'après-Trump – si c'est le cas – ne se fera pas contre Trump, ni même sans lui.

Peu de marges de manœuvre. Biden, qui aura 80 ans lors des élections de mi-mandat en novembre 2022, ne fera pas de second mandat. Il est même douteux qu'il soit en position de gouverner au-delà de 2022, le pays entrant presque aussitôt en pré-campagne électorale pour 2024. Il veut s'affirmer comme le guérisseur de la nation (au-delà du Covid, la réconciliation des deux camps), alors qu'il a été élu sur un mandat de rejet du Trumpisme et contre la volonté d'une petite moitié des Américains. Il part donc à tous points de vue en position de faiblesse.

A l'intérieur, il aura le système judiciaire peut-être pas continûment contre lui mais à l'affût du moindre écart, ce qui le conduira à de l'auto-censure. La Covid a rebattu les cartes, mais jusqu'à février le bilan économique de Trump était largement en sa faveur. A part la lutte contre l'immigration et l'inversion du système fiscal, il avait peu modifié le cours des choses. Il avait échoué à abolir la réforme de santé (obamacare). Il n'avait certes pas encore désigné son troisième juge à la Cour Suprême. C'est seulement s'il avait été réélu qu'il aurait pu mettre en oeuvre une politique plus résolue dans le sens conservateur.

A l'extérieur, Trump aura paradoxalement produit plus de faits accomplis sur lesquels Biden aura du mal à revenir, si tant est qu'il le veuille. Le transfert de l'Ambassade américaine à Jérusalem, l'ouverture de relations diplomatiques entre Israël et les pays arabes du Golfe, la mise sous pression de l'Iran, le retrait militaire d'Afghanistan, le cordon sanitaire autour de la Chine ne devraient pas être remis en cause. Revenir dans l'accord sur le climat, reprendre sa



Joe Biden. Ses marges seront très étroites.

place à l'OMS, cela n'est pas difficile. Mais que l'on ne se fasse pas d'illusions : Biden ne reviendra pas à l'ère Clinton. Le repli des Etats-Unis sur eux-mêmes avait déjà commencé sous Obama, avec Biden comme vice-président. Trump n'avait rien inventé. Il s'inscrivait dans une continuité, même s'il l'a durcie, surtout dans la méthode. Sa brutalité était peut-être nécessaire dans un monde qui ne se transformait pas assez vite.

L'Europe au second plan. Les pays européens, au sein de l'Union, ou de l'Otan ou du G7, ont leur part de responsabilité. Ils se sont laissé bousculer sans réagir. Donald Trump, par exemple, a dénoncé pratiquement tous les accords de contrôle des armements avec la Russie. Les Européens n'ont pas saisi leur chance pour tenter de leur substituer de nouveaux équilibres sur le continent. Pendant les deux premières années de la présidence Trump, ils ont essayé de le convertir à leurs vues, sans comprendre qu'il avait des années d'avance sur eux. Il ne les a pas convaincus car il ne parlait pas leur langage, ne respectait pas leurs procédures ou leur protocole. Il n'a pas élaboré une « doctrine Trump » que des experts puissent théoriser et analyser. Fallait-il pour autant en rester à la « doctrine Truman » de 1947 (1) ? Trump annonçait la fin des doctrines, la fin de l'ordre internatio-

nal de 1945 et même de celui post-1989 ou post-2001, la fin de la prévisibilité si appréciée durant la guerre froide.

S'il avait été réélu, aurait-il quitté l'Otan – c'est-à-dire dissous l'organisation atlantique ? Il l'aurait pu (comme de Gaulle avait attendu le second mandat pour procéder à la sortie de l'Otan). Il y aurait une logique. Que l'on se rassure : Biden n'en fera rien. Biden ne fera rien. Il laissera sans doute à l'aile progressiste du parti démocrate quelques hochets à l'international, ce qui redorera une certaine image culturelle des Etats-Unis sur le plan intérieur. On prête à certains des anciens conseillers de l'ère Obama l'idée de relancer un « axe du Bien » (par opposition à « l'axe du mal » de George W. Bush), une coalition des démocraties (idée qui remonte à Clinton et à Madeleine Albright), la défense des droits de l'Homme en tous lieux, y compris des minorités, du genre, des orientations sexuelles (stratégie promue par Hillary Clinton). Biden a beau être culturellement plus « européen », il devrait continuer le pivot vers l'Asie engagé par Obama dont il était le bras droit. Cette fois, c'est la vice-présidente, Kamala Harris, d'origine indienne par sa mère et représentante de la côte ouest, qui représente l'avenir.

Les Européens vont-ils persévérer dans leurs vieilles habitudes ? Pendant les deux dernières années, ils ont joué : « *En attendant Biden.* » Biden est arrivé. S'ils croient que tout va revenir comme avant, ils commettraient une tragique erreur. Biden devrait être le premier à leur dire : « *Prenez les choses en mains. Je ne suis plus en mesure de jouer le rôle que vous attendez de moi. Je vous appuierai, mais c'est à vous de jouer.* » Il en est un qui croira son heure enfin arrivée : le président français, adoubé en Biden français – excusez du peu : en Biden européen. Macron compte bien sur son soutien en 2022. Quant à s'y substituer comme son champion en Europe, même si Biden n'a pas le choix (exit Johnson et Merkel), cela supposerait encore de s'entendre sur ce que l'on veut mettre à la place de l'ordre ancien.

L'élection américaine, vécue comme une élection française, préjugerait d'une élection française vécue à l'américaine, faisant fi des histoires particulières. On n'aura jamais autant regardé vers les Etats-Unis que depuis que les Etats-Unis regardent ailleurs. ■

(1). Présentée au Congrès américain en mars 1947 par le président Harry Truman, elle visait à soutenir économiquement et financièrement tous les pays qui refusaient d'être asservis à l'Union soviétique.



Siège du Commissariat au plan. La planification française, conçue sur un mode indicatif et incitatif, joua un grand rôle dans le développement économique du pays.

« Planifier, ce n'est pas nécessairement altérer la liberté individuelle »

Entretien avec David Cayla

À l'occasion de la sortie de son essai *Populisme et Néolibéralisme – Il est urgent de tout repenser*, l'économiste David Cayla, maître de conférences à l'Université d'Angers, aborde pour *Royaliste* un impensé du débat économique : les relations entre la montée des mouvements populistes et l'idéologie néolibérale.

Royaliste : Dans le débat public, les concepts de « populisme » et de « néolibéralisme » sont fréquemment invoqués, pas toujours à bon escient. Comment définir, synthétiquement, l'un et l'autre ?

David Cayla : Le néolibéralisme est une doctrine politique qui se donne pour objectif d'assurer un fonctionnement harmonieux des marchés dans l'espoir d'engendrer un ordre social performant et équitable. Historiquement, il naît des désordres économiques des années 1930. La crise de 1929, la fin de l'étalon-or, la montée du protectionnisme et l'émergence des contre-modèles fasciste et communiste imposaient une révision profonde du libéralisme manchestérien qui s'accrochait à un strict laissez-faire en matière de régulation économique. À la différence du libéralisme doctrinal du XIX^e siècle, le néolibéralisme conçoit le rôle économique de l'État comme devant garantir un système institutionnel qui protège le marché et empêche ses dysfonctionnements. Le populisme quant

à lui n'est ni une doctrine cohérente ni une idéologie structurée. Il s'agit plutôt de phénomènes sociaux qui ont pour point commun de se nourrir d'un état de défiance qu'une partie de la population ressent envers les institutions et les élites. En ce sens, le populisme n'est pas un simple phénomène politique ou électoral et peut apparaître sous diverses formes : la victoire du Brexit, le trumpisme, le mouvement des Gilets jaunes, les soutiens du Professeur Raoult...

Dans votre essai, vous démontrez que les penseurs du néolibéralisme, au premier rang desquels Hayek et Friedman, ont réinterprété à leur guise la philosophie libérale classique, alors même qu'ils s'en revendiquaient. Était-ce par aveuglement ou à dessein ?

L'un des objectifs du livre est de caractériser précisément ce qu'on entend par « néolibéralisme ». Pour cela, il était nécessaire de montrer les spécificités de cette doctrine en regard des libéra-

lismes antérieurs. Si le néolibéralisme se démarque explicitement du libéralisme manchestérien, puisque Friedman et Hayek condamnent tous deux leur laissez-fairisme dogmatique, il se démarque aussi nettement du libéralisme classique d'Adam Smith. Or, les deux auteurs tendent à s'affirmer comme les véritables héritiers de Smith. Il y a donc une imposture que j'ai voulu étudier en détail, en me référant aux textes et en démontrant les incompatibilités claires qui existent entre ces deux conceptions du libéralisme. Et cela commence par leurs objectifs. Pour Smith, le libéralisme est une théorie de l'émancipation individuelle dans laquelle l'intervention de l'État est complémentaire des mécanismes du marché. À l'inverse, les néolibéraux entendent faire de l'État un outil neutre au service du marché. De plus, ils refusent d'aborder les questions que soulèvent le projet d'une émancipation individuelle, notamment vis-à-vis des formes d'oppression qui peuvent exister dans la sphère privée.

Pourquoi ont-ils dénaturé ainsi la pensée de Smith ? Je crois qu'il y a une part de calcul et d'opportunisme (en particulier chez Hayek) et une part d'ignorance ou de cécité pour ce qui concerne Friedman. Il est vrai qu'il est assez habituel de lire dans les manuels destinés aux étudiants de licence des énormités et des contresens à propos de la pensée de Smith. Un mensonge répété *ad nauseam* ne devient pas une vérité, mais il s'ancre dans les esprits les plus éclairés.

Les conséquences économiques, sociales et politiques (la fameuse « gouvernance ») engendrées par l'application du modèle néolibéral sont-elles la cause exclusive de la montée des populismes ?

Le populisme n'est pas un phénomène récent. Il est inhérent aux démocraties en crise. Mais la crise actuelle engendre un populisme spécifique renforcé par les moyens de communication modernes et par la hausse du niveau d'éducation. La croissance éducative de la population nourrit en effet le scepticisme, d'autant que l'autorité intellectuelle des dirigeants est aujourd'hui assez facilement remise en cause. À mesure que la population rattrape le niveau éducatif des élites, elle en vient naturellement à contester leur pratique du pouvoir et s'interroge sur la légitimité des institutions, ce qu'une population peu éduquée a moins tendance à faire. Emmanuel Todd a parfaitement analysé cette dynamique.

Cependant, je crois que les principaux moteurs du populisme se trouvent surtout dans la croissance des inégalités et dans l'impuissance grandissante de l'État à intervenir dans l'économie. Or, ces deux phénomènes sont directement liés au néolibéralisme. Voyez comment le gouvernement actuel, tout comme les précédents d'ailleurs, semble incarner un volontarisme vain, incapable d'organiser une gestion sereine des masques en pleine pandémie, tout comme il est impuissant à empêcher la fermeture du site de Bridgestone dans le Pas-de-Calais.

Quelle politique économique alternative le gouvernement d'un État membre de l'Union européenne, dont les principes cardinaux puisent dans la doctrine néolibérale, pourrait-il mettre en œuvre pour répondre à la contestation populiste ?

La première alternative serait déjà de construire un discours clair de rupture avec les institutions actuelles de l'Union européenne. Si l'on était capable de dépasser la pensée à base de slogans éculés tels que « L'Europe c'est la paix », « On est plus fort ensemble », « Il faut construire l'Europe de la solidarité » ... pour parler de ce qu'est réellement la construction européenne, c'est-à-dire un ensemble de règles extrêmement restrictives tournées vers la mise en œuvre



L'économiste David Cayla. Il professe une économie hétérodoxe ouverte à toutes les sciences sociales.

de politiques néolibérales, on aurait déjà fait un grand pas dans l'énonciation du problème. À ce sujet, il faut aussi éviter

Nation.

« C'est au sein de la nation que le peuple s'exprime et c'est à l'échelle nationale que vit la démocratie. »

les slogans de gauche qui ne fustigent l'Union européenne qu'à travers les critères de Maastricht sur la dette ou les déficits publics. Cette focalisation de nombreux responsables de gauche sur la dette publique qu'ils veulent tout à la fois augmenter et annuler me paraît extrêmement critiquable. L'action de l'État dans l'économie ne peut se réduire à de simples problématiques budgétaires. On le voit d'ailleurs très bien avec la gestion actuelle de la crise sanitaire. Dépenser sans compter n'est absolument pas suffisant pour reprendre le contrôle de l'économie. Ce n'est donc pas seulement le traité de Maastricht qu'il faut revoir, c'est l'ensemble du fonctionnement de l'Union européenne : la libre circulation du travail et du capital, les politiques de la concurrence, les traités de libre-échange, les modèles de gouvernance... Contrairement à ce que croient beaucoup de militants de gauche, dépenser plus d'argent public ne nous fera pas sortir du néolibéralisme.

Pour autant, s'il est nécessaire de porter une critique fondamentale et construite de l'Union européenne en sortant des phantasmes des deux camps, il est également indispensable de dégager de nouvelles marges de manœuvre politique. Or, pour réguler le marché, il faut en premier lieu que l'action politique soit légitime, ce qui passe par une réaffirmation de son caractère démocratique. Autrement dit, pour sortir du populisme, il faut renouer avec le peuple. Mais cela ne peut passer par la création de nouvelles institutions supranationales. C'est au sein de la nation que le peuple s'exprime et c'est à l'échelle

nationale que vit la démocratie. Il faudra un jour poser l'équation en ces termes. Il n'est pas possible de sortir du néolibéralisme dans un cadre européen non seulement parce que les institutions actuelles l'interdisent, mais aussi parce que les principes démocratiques nécessaires pour construire une alternative légitime face au marché impliquent une réaffirmation du cadre national.

Peut-on pleinement concilier le libéralisme politique et un État-stratège, susceptible d'utiliser la planification et la nationalisation et donc d'empiéter sur les libertés économiques ?

Je crois qu'on a tort d'opposer le libéralisme politique et le libéralisme économique. Les droits économiques, la propriété, la capacité de vendre et d'acheter, de choisir le métier de son choix, sont autant des droits économiques que des droits politiques. Il ne peut être question, dans une société libre, de renoncer au marché.

Mais nationaliser, planifier, construire un État stratège, ce n'est pas nécessairement altérer la liberté individuelle. Ce sont justement les néolibéraux qui opposent ces interventions de l'État à la liberté individuelle. Or, une nationalisation n'interdit pas à un individu d'acquérir une propriété. Limiter ou réguler la propriété ce n'est pas la nier. Pour prendre une analogie, la liberté de circuler n'est pas la liberté absolue d'aller partout où l'on veut, et notamment chez les autres. La liberté d'expression n'est pas la liberté de diffamer. En réalité, il n'existe aucune liberté qui ne soit pas régulée par le pouvoir politique. Pourquoi les libertés économiques échapperaient-elles à cette règle ? J'affirme au contraire qu'un marché n'est vraiment libre que lorsqu'il est encadré et que les prix qui émergent ne sont pas le produit d'un rapport de force manifestement inégal entre les parties. De même, s'il est bon que les nations commercent entre elles, je ne crois pas que l'absence totale de régulation dans le commerce international soit un facteur d'harmonie. Les droits de douane et les taxes n'ont jamais interdit aux agents économiques d'échanger. Enfin, contrairement à ce qu'affirment les libertariens, l'impôt n'est pas une atteinte à la liberté des personnes, mais la nécessaire condition du bon fonctionnement de la société, ce cadre collectif qui permet justement à des individus libres de s'épanouir.

En somme, je crois que nous devons sortir des oppositions factices. Contester le néolibéralisme, c'est renouer avec l'esprit originel du libéralisme qui combinait ensemble les libertés politiques et économiques. ■

Propos recueillis par Casimir Mazet.

David Cayla, *Populisme et Néolibéralisme. Il est urgent de tout repenser*, Editions De Boeck, octobre 2020.

La mer, un espace à ménager



Il se publie chaque année 78 000 livres en France. Parmi eux, ceux qui sont vraiment essentiels ne doivent pas être plus de quelques centaines, peut-être même quelques dizaines. En voici un, sans aucun doute : *Pour une révolution dans la mer*, de Didier Gascuel.

Pourquoi essentiel ? Parce que l'auteur sait de quoi il parle (1), qu'il situe la pêche dans un panorama général, qu'il propose des solutions réelles, qu'il montre que cette question qui peut paraître locale est la démonstration en « modèle réduit » d'un mal très général, et qu'il en analyse les causes et les effets.

La pêche présente la caractéristique unique d'être semblable à une activité d'extraction minière, mais sur une ressource renouvelable. En l'exploitant à outrance, comme on continue souvent de le faire, on l'épuise, comme un minerai. Mais en l'exploitant de façon raisonnée, on la conserve, comme une ressource vivante. L'ex-

ploitation halieutique a été la première à comprendre que l'idée d'une croissance infinie dans un monde fini n'avait plus de sens. Didier Gascuel nous explique d'abord, dans une langue claire et didactique, ce qu'est la pêche, quels sont ses limites et ses atouts, ce qu'est la gestion des pêcheries et les solutions proposées pour éviter ce qui s'est passé partout depuis des décennies : la surexploitation des populations de poissons et son corollaire : le bouleversement des écosystèmes. Mais la surexploitation n'est pas une fatalité, et déjà, dans de nombreuses régions du globe, les mesures prises, en particulier la définition de quotas, permettent une récupération

des abondances et une exploitation durable. C'est le cas en Europe, où nombre d'espèces sont maintenant en meilleur état qu'il y a 20 ans.

Malheureusement la gestion actuelle ne s'intéresse souvent qu'au poisson, alors que c'est toute la filière pêche qui doit être prise en compte. Mais cela implique de sortir des concepts ultra-libéraux, toujours dominants. Nous l'avons vu avec le lancement du Scombrus (2), ce chalutier géant hollandais sous pavillon français : il respecte à la lettre toutes les réglementations européennes, et permet ainsi la restauration des stocks de poissons. Mais en confisquant les quotas, il détruit le tissu local et régional, et élimine à terme la pêche artisanale qui fait vivre les ports côtiers.

Didier Gascuel, après nous avoir montré comment éviter la destruction des stocks de poissons et des écosystèmes marins, nous propose une « révolution dans la mer » en trois ruptures. Il faut tout d'abord « garder la pêche et minimiser l'impact ». L'homme est un « prédateur intelligent », c'est à lui d'établir avec l'environnement « une relation de partenariat où la santé de chacun dépend de l'autre, et où notre puissance nous fait obligation d'être responsables de la Nature et d'évoluer avec elle ». Puis, « maximiser l'utilité économique et sociale » et

se méfier de l'économie écologique, car « prétendre faire entrer l'écologie dans les lois de l'économie, c'est encore et toujours faire de la domination économique un dogme indépassable ». Enfin « garantir l'intérêt commun ». Une vérité simple : « Les ressources vivantes de la mer n'appartiennent pas au pêcheur. (...) Ils doivent recevoir une rémunération, non pas en échange de la vente d'un poisson qui ne leur appartient pas, mais en raison du travail qu'ils ont dû fournir pour le mettre à disposition des consommateurs. » L'auteur identifie enfin les quatre ennemis de cette révolution : l'individualisme, le court-termisme, la lâcheté politique, l'ultra-libéralisme.

On le voit, si les propositions de Didier Gascuel touchent la pêche, ses analyses sont applicables partout. Voilà un livre qui devrait être sur la table de chevet de tous les responsables politiques ayant des activités liées à l'environnement. ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

(1). Didier Gascuel dirige le Centre des Sciences Aquatiques et de la Pêche de l'Agrocampus Ouest de Rennes. Il est membre du Conseil scientifique des pêches de l'Union Européenne.

(2). Cf *Royaliste* n° 1196 du 12 octobre 2020, « Pêche industrielle : raison garder ».

Didier Gascuel, *Pour une Révolution dans la mer. De la Surpêche à la résilience*, Actes Sud, Avril 2019.

Dans les revues

■ **L'Amérique et l'argent.** - L'aventure de la revue *America* touche à sa fin. L'avant dernier opus est désormais dans les kiosques. Il nous invite dans son dossier central à partir à la découverte des relations qu'entretiennent avec l'argent les États-Unis de Donald Trump. Une relation qui ne se limite à la question du financement des campagnes électorales, même si une fois encore l'épisode électoral qui vient de s'achever a de quoi laisser rêveur. 71 millions de dollars dépensés en Californie lors d'un référendum sur le statut des employés de certaines entreprises de services : employés liés à leur employeur par un contrat de travail ou bien travailleurs

indépendants. Je vous laisse deviner quel camp a investi autant d'argent et a gagné à la fin. Cela vous choque ? Considérez alors qu'une entreprise est une personne, et qu'il n'est pas possible de limiter le droit d'expression de cette personne même si c'est par l'argent qu'elle s'exprime. C'est la Cour Suprême des États-Unis elle-même dans son arrêt *Citizens United vs FEC* qui l'a expliqué en 2010.

Pourtant, le rapport à l'argent des Américains est complexe. Si certains n'hésitent pas à étaler leur richesse, planteurs du Sud, capitaines d'industrie, *golden boys* des années 1980 décrits sans concession par Tom Wolfe dans *Le Bûcher des vanités*, les Pères fondateurs refusaient l'idée d'une Amérique dont le contrôle serait laissé aux plus riches ; et si

l'argent fascine autant, c'est bien souvent parce qu'il manque. De 1998 à 2016, la part de la richesse des États-Unis détenue par les 10 % les plus riches est passée de 67 à 77 %. La moitié la plus pauvre du pays n'en possède plus que 1 %. Pourtant les Américains ont longtemps considéré comme normal de confier des responsabilités politiques aux plus riches, leur richesse étant le symbole de leur compétence. Pour Benoit Cohen, ce triomphe des inégalités est le produit d'un système hyper capitaliste qui écrase les plus faibles et en particulier les Noirs et les minorités. Le racisme est selon lui au cœur même du système. C'est peut-être oublier un peu vite la politique d'Affirmative Action des années 1960, quelles qu'en soient ses limites. Dans cette société aux inégalités

criantes, la carte de crédit joue le rôle d'El Dorado si l'on veut maintenir certaines habitudes consummatrices, un El Dorado qui peut conduire au cauchemar de l'endettement et de la rue.

L'État du Delaware est un peu le symbole d'une économie financiarisée : paradis fiscal, paradis des banques, qui peuvent compter sur les oreilles complaisantes des politiciens locaux, dont un certain Joe Biden qui se battit en 1999 pour l'abrogation de la loi Glass-Steagall de 1933 qui obligeait la séparation entre activités bancaires et activités de courtage de titres financiers. La pandémie de Covid-19 a mis en lumière les inégalités sociales et raciales et les a creusées encore. ■

Revue *America*, n°15, automne 2020, « Money, money, money ».



par Gérard Leclerc

Orwell pour aujourd'hui

L'entrée de l'œuvre de George Orwell dans la Pléiade – que l'on peut se permettre de trouver bien tardive – est-elle significative d'une véritable ouverture à un esprit singulier, penseur décalé par rapport aux lignes idéologiques du temps ? On peut l'espérer sans en être vraiment sûr, car l'auteur de *1984*, souffre encore de sa réputation exclusive de dénonciateur du totalitarisme soviétique. Dénonciateur au demeurant indiscutable et à jamais mémorable, mais qui risque de cacher que son enseignement se prolonge bien au-delà de la chute du mur de Berlin. *1984*, trop proche de 1989 en un certain sens, pourrait donner le sentiment qu'il s'agit d'un monde heureusement englouti, alors qu'il s'agirait de relire le roman avec des yeux neufs, en se référant à tous les éclairages que l'écrivain a pu apporter sur le monde contemporain au cours de sa vie et au long de ses divers écrits, romans, essais ou articles.

On comprend que la CIA se soit emparée des droits d'auteur du livre comme de ceux de *La Ferme des animaux* pour les adaptations cinématographiques s'imposant en climat de Guerre froide. Mais ainsi l'écrivain se trouvait-il isolé du fond de sa pensée, qu'il définissait quand même comme anticapitaliste, voire socialiste, donc très loin des canons du libéralisme américain. Ce qui aurait pu provoquer un rejet massif mais surtout une incompréhension totale à l'égard d'une réflexion qui met en cause les fondements même de ce qu'on appelle modernité. Simon Leys et Jean-Claude Michéa, deux des meilleurs interprètes de la pensée authentique d'Orwell, ont dû batailler hardiment pour dissiper le brouillard idéologique qui empêche de saisir de quoi il s'agissait et qui était tout à fait étranger autant à la droite libérale qu'à la gauche progressiste. Une seule page de Michéa permet de comprendre la mesure de l'incompréhension et du choc de la découverte : « *Refus de faire du passé table rase (ou de ce qu'on nommerait aujourd'hui la cancel culture) et de s'incliner, à la manière de Victor Hugo, devant "l'immense et sainte locomotive du progrès" ; souci constant de se placer du point de vue des "gens ordinaires" et de ceux "qui gagnent moins de cinq livres par semaine" afin de préserver les fondements éthiques de l'idéal socialiste et son indispensable enracinement dans les classes populaires. Méfiance de principe envers le fétichisme de la science, de la technique et de l'industrie, et, d'une façon générale du "brave new world" moderne et libéral. On comprend que la plupart des intellectuels de gauche n'aient guère apprécié le fait qu'Orwell vienne les déranger dans leur sommeil dogmatique.* »

Et comment « le libéral » aurait-il pu admettre de son côté que le totalitarisme, qu'il repoussait de toutes ses forces, se rapportait aux principes même de la modernité qu'il révérait, avec un culte du progrès et de la technique sans doute différents, mais ancré tout autant dans la confiance aveugle au dynamisme du temps, dans une commune filiation des Lumières ? À ce propos, les éditions Climats ont eu l'heureuse initiative de faire reparaître les deux essais de Jean-Claude Michéa, *Orwell anarchiste tory* et *Orwell éducateur* qui ont permis enfin l'accès aux catégories fondamentales de l'écrivain confrontées à l'épreuve de l'interprétation de

notre présent. Et l'on sait à quel point Michéa a réussi son entreprise au point de dégager tout un espace à un mode de pensée qui a réuni souvent des esprits d'origines diverses, en suscitant aussi une polémique à la hauteur de ses provocations. Le fait que ces réimpressions correspondent à la consécration de la Pléiade est, en tout cas, à saluer pour le signalé service qu'elles pourront rendre à nouveau.

Pourquoi Orwell se distingue des intellectuels progressistes et des intellectuels libéraux et pourquoi sa lucidité politique tranche-t-elle à la veille de la Seconde Guerre mondiale ? C'est que l'observateur de la guerre civile espagnole a tout de suite compris comment le totalitarisme s'était employé à écraser la mouvance anarchiste. C'est aussi parce qu'il avait refusé de se mouler dans les canons idéologiques par simple attention à la réalité de luttes internes du camp révolutionnaire. Ainsi affirmait-il sa souveraine indépendance et son désir de réfléchir en dehors des catégories imposées.

On se souvient sans doute des principaux thèmes que Michéa a déployés pour leur rendre une efficacité nouvelle, tels ceux d'« *anarchiste conservateur* » ou de « *commune décence* ». Il me semble consonner avec ce qui est au cœur de la singularité d'Orwell, voisin de celle d'un Bernanos, d'un Gunther Anders ou d'un Jacques Ellul. C'est le retour à notre humanité, chair et esprit, en réaction à ce qui les met en péril dans les processus de mécanisation autant intellectuelle que technique. Car il y a une mécanisation intellectuelle de l'histoire qui la tire hors de ses humbles conditionnements qui peuvent être aussi lumineux et concernent en tout cas la succession temporelle des hommes et des femmes. Mais je choisirai *in fine* une thématique qui touche directement notre actualité et qu'un Philippe Muray avait su réactualiser dans ses analyses concrètes du moderne. C'est celle de la novlangue, si présente dans *1984*. Michéa montre combien ce concept n'est pas sorti au hasard de sa plume mais correspond à une élaboration soutenue : « *C'est dans le discours officiel des régimes communistes qu'on trouve la réalisation parfaite d'une rhétorique où la pensée s'est comme absentée d'elle-même. Là dans la grisaille codée de l'orthodoxie, la langue de bois travaille patiemment à effacer son support humain. Les bruits appropriés sortent du larynx mais le cerveau n'est pas impliqué, comme il le serait si lui-même devait choisir les mots.* » L'appareillage informatique actuel avec ce qu'il prédispose d'assujettissement technologique et de gestion des data, n'accroît-il pas le danger, jusqu'à dissocier la fonction rationnelle de la conscience ? (1) Non, Orwell n'appartient pas à un monde disparu entre 1984 et 1989. Il est d'une actualité absolue. C'est pourquoi il importe de le lire et de le relire. ■

(1). Cf. *Royaliste* n°1132 du 13 novembre 2017, page 9, « Une gnose pour le troisième millénaire ? ».

George Orwell, *Œuvres*, Gallimard, Bibliothèque de La Pléiade, septembre 2020.

Jean-Claude Michéa, *Orwell, anarchiste tory. Suivi de : À propos de 1984. Postface inédite : Orwell, la gauche et la double pensée*, Climats, octobre 2020.

Le Maître et Marguerite de Boulgakov

C'est l'histoire d'une rencontre, entre œuvre, auteur, traducteur(s), celle d'une boucle bouclée ; ou est-ce plutôt celle d'une quadrature du cercle réussie ? Un travail de rigueur, où la souplesse a trouvé toute sa place. L'illustration de la dimension « résolument moderne » d'un classique.

En 1967, paraît en Union soviétique le livre d'une vie : *Le Maître et Marguerite*, ultime chef-d'œuvre de Mikhaïl Boulgakov, écrit pendant plus de 10 ans. Une mise en abyme totale, des récits qui se superposent non seulement dans l'histoire, mais à la réalité de millions de Russes soviétiques.

Lorsque le roman est publié, son auteur est déjà décédé, en 1940, alors qu'il mettait la touche finale à son ouvrage. Sa carrière d'écrivain, Boulgakov l'a menée en confrontation permanente avec le pouvoir en place, après avoir abandonné sa carrière de médecin. Tour-à-tour journaliste, dramaturge, romancier, Boulgakov subit la censure du régime communiste, sans pourtant jamais cesser d'écrire, ni de publier.

Dans *Le Maître et Marguerite*, il livre une interprétation satyrique des excès en tout genre de la tyrannie stalinienne, de ce monde où l'homme n'a plus rien à perdre, et où les lendemains semblent aussi aléatoires qu'un jet de dés.

Boulgakov invente alors l'arithmétique de la survie et de la résistance. Il jette ses personnages dans le bouillon du Moscou des années 30, leur adjoint une figure méphistophélique, qui vient perturber les jeux après qu'ils furent faits. Et il observe ce qu'il advient, interrompant parfois le récit pour ouvrir une fenêtre sur les attermoissements de Ponce Pilate qui vient de laisser crucifier un certain Ieshoua Ha-Notzri (orthographe choisie par les traducteurs). Quel rapport ? Attention, vous allez être surpris !

L'ouvrage, devenu culte, se lit aussi bien comme un excellent roman fantastique à la limite du gothique, aux entourloupes burlesques, que comme l'histoire d'amour tragique d'amants contrariés par un pouvoir despotique alors que celui-ci étend son emprise tentaculaire sur une société démunie.

Les éditions Inculte nous livrent aujourd'hui une nouvelle traduction, révolutionnaire, de ce récit, aboutissement de l'œuvre d'un auteur qui se vit reprocher, lui, d'être contre-révolutionnaire. Nous la devons à deux traducteurs reconnus, André Markowicz et Françoise Morvan, qui n'en sont pas à leur coup d'essai en matière de traduction à quatre mains.

Le premier est l'un des plus fameux traducteurs de littérature russe en France (Dostoïevski, Pouchkine, Tchekhov, Gogol, Mandelstam, Akhmatova, Maïakovski...). La seconde, spécialiste des contes et traditions populaires, est remarquée pour son travail original sur le langage et la transcription des particula-



Mikhaïl Boulgakov (1891-1940). Jugé réactionnaire, il était en réalité bien plus en adéquation avec son temps que le régime qui le censurait.

rités culturelles et linguistiques dans la traduction (voir notamment sa traduction du théâtre de Synge).

Avant eux, s'étaient essayés à l'exercice, Françoise Flamand pour Gallimard, et Claude Ligny chez Robert Laffont. Alors une question se pose : une de ces traductions est-elle meilleure que les autres, et la dernière en date, surtout, va-t-elle occulter les précédentes ?

Y répondre comme à une question fermée serait trahir le travail du traducteur et ignorer les hommages qu'André Markowicz rend lui-même à leurs prédécesseurs dans sa préface.

Plus que la rivalité, il importe sans doute en effet de penser la complémentarité, le jeu de répons entre les textes, les époques, les langues, comme l'y invitait cette œuvre polyphonique qu'est *Le Maître et Marguerite*, l'ensemble formant un tout plus formidable que la somme de ses parties.

André Markowicz l'exprimait lui-même dans une émission de France culture consacrée à la poétesse Anna Akhmatova : il y a une double injonction irréconciliable qui est inhérente à l'exercice de traduction, entre impératif de fidélité au texte d'origine, et exigence de compréhension par le lecteur allophone. Dès lors, tous les sous-entendus accessibles au lecteur du texte original ne

pourront être rendus au lecteur en langue traduite.

A dire vrai, ces trois traductions émérites en français sont autant de visions, d'interprétations différentes, qui élargissent les possibilités de l'imaginaire littéraire francophone autour du roman de Boulgakov (sans chercher à en avoir une approche exhaustive, ce qui n'est sans doute pas compatible avec une œuvre d'une telle complexité, en aucune langue que ce soit). Le lecteur ne peut que s'en réjouir, même s'il ne se livre pas à une analyse comparée des trois versions ! Avant tout, le plaisir du texte.

On ne doute pas que ce plaisir ait guidé le travail de Françoise Morvan et d'André Markowicz. L'appareil critique a été considérablement réduit, pour réserver le plus de place possible à l'expérience pure. Ainsi, les noms de certains personnages ont changé (Zagrivov devient par exemple Badlanuk), pour rendre le jeu sur les consonances de mots familiers, ainsi, Marguerite est parfois désignée par son prénom et patronyme russes, Margarita Nicolaïevna, sa double nature se trouvant ainsi soulignée avec plus de force.

Françoise Morvan et André Markowicz ont fait de cet usage de toutes les possibilités du langage, pour ainsi dire, leur marque de fabrique, l'expression de leur attitude militante vis-à-vis du processus de traduction. Ils n'hésitent pas à conserver ce qui pourrait paraître comme les « défauts » d'un texte (répétitions, syntaxe), mais qui rend compte en réalité d'une approche de la langue et de la littérature particulière à un auteur ou à une tradition littéraire.

Ce parti pris a pu entraîner quelques controverses, mais a surtout été la raison de leur succès auprès des lecteurs. Il fait écho à leurs engagements, plus politiques, et notamment anti-nationalistes.

Mais pour qui éprouve le bonheur de lire, il n'y a aucune contre-indication à pousser la porte de sa librairie pour se procurer, dans cette très belle traduction pour amoureux des mots, le texte-manifeste de Mikhaïl Boulgakov, un spectacle total, qui est aussi le testament d'un homme qui a connu le régime de la terreur physique et intellectuelle et qui nous invite par-delà le siècle, à y résister, toujours. ■

ALEXIE LAGADEC.

Mikhaïl Boulgakov, *Le Maître et Marguerite*, traduit du russe par André Markowicz et Françoise Morvan, éditions Inculte, septembre 2020.

Site internet de Françoise Morvan : <http://francoisemorvan.com>.



Le général Raoul Magrin-Vernerey, dit Monclar. Héros de Narvik et de la France libre, compagnon de la Libération, il commandait le bataillon français en Corée.

Le bataillon français de Corée

Premier conflit important de la Guerre froide, la guerre de Corée vit s'illustrer plus d'un millier de volontaires français. Au-delà de leurs motivations, leur héroïsme est un fait d'arme qu'il faut honorer.

Sans préavis, le 25 juin 1950, les forces du régime communiste implanté dans le nord de la Corée avec l'aide de l'URSS et de la Chine, envahissent le territoire de la République de Corée, soutenue depuis 1945 par les États-Unis. En réaction à cette attaque dévastatrice, menée par 135 000 hommes équipés et entraînés par les soviétiques, les États-Unis font adopter par l'ONU une première résolution condamnant l'agression nord-coréenne, puis, le 7 juillet, une seconde leur confiant le commandement d'une force onusienne.

Seize pays acceptent de venir en aide à la Corée du Sud. La

IV^e République s'honore d'avoir voulu que la France en fut. Malgré une situation économique difficile due aux séquelles de la guerre et des contraintes de la reconstruction, malgré l'hostilité d'un parti communiste aux ordres de Staline, malgré l'engagement de la France en Indochine, le président du Conseil René Pléven décide, dès le 25 août, l'envoi d'un bataillon formé de volontaires issus de régiments d'active et de réserve.

Le 25 octobre, 1 017 hommes embarquent à Marseille sous quelques manifestations d'approbation, mais aussi, témoigne un vétéran, dans « *le silence désapprobateur, haineux ou mé-*

fiant », des adhérents de la CGT. Après plus d'un mois de mer, ils débarquent en Corée et intègrent le 23^e régiment d'infanterie des États-Unis, dit « Indian head ».

Nos volontaires sont des vétérans des troupes d'infanterie coloniale ou métropolitaine, quelques parachutistes et d'anciens légionnaires. Au-delà des motivations classiques de l'engagement (argent, aventure, professionnalisme), certains désirent effacer le souvenir de la défaite de 1940, manifester leur reconnaissance envers l'armée américaine qui a libéré la France, ou lutter contre le communisme. Parmi quelques volontaires célèbres, citons l'écrivain Jean Lartéguy, les gaullistes Robert-André Vivien et Joël le Tac (compagnon de la Libération)... ou le protagoniste de l'affaire Elf, Alfred Sirven. N'oublions pas l'assistante sociale Claire Montboisses, seule femme autorisée à servir sur le front, qu'en raison de ses cheveux blonds, les soldats surnomment « Pépita ».

Les soldats français sont de tous les combats jusqu'à la fin des hostilités. La compétition entre les compagnies les incite à se dépasser malgré un terrain et un climat très dur. Le bataillon français quitte la Corée avec cinq citations à l'ordre de l'armée française, et de nombreuses autres distinctions. Leur succès servit de référence en matière de commandement au combat. Ce commandement fut assuré par le célèbre Ralph Monclar, un des premiers officiers supérieurs à répondre à l'appel du 18 juin. Pour prendre le commandement

du bataillon, à la veille de sa retraite, il n'hésite pas à troquer ses étoiles de général de corps d'armée pour des galons de lieutenant-colonel. Le 23 octobre 1953, le bataillon français quitte les forces de l'ONU et embarque pour l'Indochine, où il s'illustre avant de le faire en Algérie.

Le bataillon subit de lourdes pertes en Corée : 280 morts (dont 18 coréens intégrés au bataillon), 1350 blessés (certains à plusieurs reprises), 12 prisonniers et 7 disparus. « *Il fut indéniablement l'un des bataillons les plus célèbres du commandement de l'ONU en Corée* », écrit un historien américain. Mais qui s'en souvient ? Une place et un monument à Paris, un rond-point et un mémorial en Bretagne, une stèle dans le camp militaire d'Auvours où le bataillon fut formé, ne suffisent pas à entretenir un souvenir soigneusement occulté par les communistes, et une indifférence que les autorités s'honoreraient à transformer en mémoire vivante de la nation. ■

LAURENT LAGADEC.

Le Carnet

■ **Le vote sous la Révolution.** — On se félicite de la réédition de l'ouvrage consacré par Patrice Gueniffey aux élections sous la Révolution. L'auteur y soulève en effet un vrai paradoxe : alors que le suffrage populaire figurait parmi les principes fondateurs du nouveau régime, les scrutins qui se succédèrent de 1790 à 1793 eurent, en réalité, peu d'incidence sur le cours des événements et furent allègrement manipulés par la minorité jacobine, au nom des exigences de la raison. Le débat entre choix rationnel, minorité éclairée et volonté populaire reste parfaitement actuel. (Patrice Gueniffey, *Le Nombre et la Raison*, Cerf, novembre 2020).

■ **1870.** — La France n'aime pas commémorer ses défaites. On consacrera néanmoins, en ce 150^e anniversaire de la capitulation de Sedan, l'ouvrage de Thierry Nélis, vaste fresque sur des événements qui marquèrent toute une génération, de Renan à Barrès. L'effondrement de l'Empire, que les hommes du 4 septembre remplacèrent avidement par « leur république » n'est pas sans rappeler l'effondrement de cette même république, 70 ans après. Cruauté de l'histoire ! (Thierry Nélis, *l'Humiliante Défaite*, Vuibert, juin 2020.).

Lectures

■ **Quand l'Amérique s'éloigne.** — Un groupe de spécialistes de géo XVIII^e siècle, les Hurons sont de retour pour nous raconter la longue passion qu'ont nourrie divers Français pour les États-Unis. Une passion qu'ils éprouvent encore en cette période de l'histoire où ces chers Américains détournent leurs regards de la vieille Europe.

Le tropisme atlantiste naît évidemment avec La Fayette, qui diffuse une vision héroïque de l'alliance tactique nouée contre l'Angleterre avec les insurgés américains. Les Hurons se souviennent aussi d'Edouard de Laboulaye, lecteur de Tocqueville, historien aujourd'hui bien oublié, de Léon Bourgeois, père de l'internationalisme pacifiste et de la Société des Nations, d'Aristide Briand qui signa en 1928 le fa-

meux Pacte Briand-Kellog mettant la guerre « hors-la-loi » et qui milita pour les « États-Unis d'Europe ». Ils n'oublient pas Jean Monnet qui fut, avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale l'homme des Américains et qui rêva d'une communauté occidentale unifiée.

Pour les atlantistes, la politique gaullienne fut un scandale dont ils s'emploient à effacer les traces diplomatiques et militaires. Ils sont puissamment aidés par la gauche communautariste et raciste. Les Hurons brossent un saisissant tableau de cette mouvance et de ses vedettes médiatiques. Nous avons appris à connaître Rokhaya Diallo, François Durpaire, « l'homme qui s'est décrété Noir », Louis-Georges Tin, président du Conseil représentatif des associations noires (CRAN) qui ont lancé leurs entreprises communautaristes avec l'aide intéressée des États-Unis et sous l'impulsion de

Barak Obama. Le soutien aux « minorités » bénéficie de programmes spécifiques, largement financés, et les entrepreneurs communautaires multiplient les voyages aux États-Unis. Le Black live matter qui s'est affiché dans les rues parisiennes cet été n'a rien d'une indignation spontanée !

Cette américanisation de la société est en phase avec l'influence des néoconservateurs français qui, pendant les années Trump, se sont accommodés des improvisations macroniennes. De celles-ci, les Hurons dressent un bilan précis et par conséquent cruel. L'homme qui se croit dans le coup de la mondialisation ne sait manifestement pas dans quel monde il habite.

ANNETTE DELRANCK.

Les Hurons, *France-Amérique, Un divorce raté*, Le Cerf, 2020.

Le mouvement royaliste

DES ROYALISTES CONTRE LES NAZIS (11)

Daniel Cordier

Après le décès du dernier compagnon de la Libération, Daniel Cordier, *Royaliste* lui rend hommage.

J'appartiens à la bourgeoisie provinciale installée à Bordeaux depuis le XVIII^e siècle. Mon milieu familial est passionnément réactionnaire. Mon grand-père maternel est bonapartiste et le père de mon beau-père (second mari de ma mère, Augustin Cordier) est directeur du Nouvelliste de Bordeaux, quotidien antirépublicain, royaliste, antisémite... » C'est ainsi que Daniel Cordier, qui vient de nous quitter, se présente lui-même à Georges-Marc Benamou (1). Né en 1920, le jeune homme de 17 ans lit l'*Action française*, crée un cercle Charles Maurras et vend le journal. Lorsque survient la débâcle, comme de nombreux monarchistes, il refuse la soumission et les discours catastrophistes.

Réfugié à Pau, il organise, le 20 juin 1940, une réunion qui a lieu dans le hall de la mairie. Le vieux royaliste Augustin Cordier annonce qu'il paie le voyage et met un car à la disposition de tous ceux qui souhaitent s'embarquer pour poursuivre le combat. Daniel Cordier entraîne seize camarades (dont quatre de l'AF), tous âgés de dix-sept à dix-neuf ans, et s'embarque à Bayonne. Il le dit et redira toute sa vie : il quitte la France à cause de Pétain et de son discours défaitiste du 17 juin. Mais aussi : « Mon départ est également provoqué par Maurras. La débâcle prouve qu'il a vu juste. La République a assassiné la France. Il y avait trente ans qu'il l'annonçait : La République conduit au désastre. » Ainsi le jeune Cordier se montre plus maurrassien que de nombreux néo-monarchistes qui vont tout attendre de Vichy. Il a entendu parler de De Gaulle par des amis de son père, mais n'a pas écouté les appels de juin 1940. Le 6 juillet, le Général accueille les nouveaux arrivants. Ces jeunes gens font leurs classes, attendent et attendent.

Enfin, le 26 juillet 1942, Cordier est muté au service Action du BCRA. Parachuté en France



Daniel Cordier (1920-2020), compagnon de la Libération.

le 1^{er} août 1942, il est présenté à Jean Moulin. « J'ignore tout de son identité et de son passé, que je ne connaîtrais qu'après la Libération (...) Il me questionne sur ma vie. Je lui décris ma famille, l'*Action Française*, Maurras, l'antisémitisme, mes activités de militant. De temps en temps, il demande une précision : Pourquoi êtes-vous parti en 1940 ? - A cause de Maurras. Il semble à peine surpris, mais écoute avec attention et gentillesse ma réponse, au point que je me demande s'il n'est pas royaliste ! Le dîner se passe ainsi en confidences naïves. A la fin du repas, il m'annonce : Je vous garde avec moi, vous serez mon secrétaire. »

Comme le rappelle Daniel Cordier dans un entretien avec Paul-Marie de La Gorce (2) : « La polémique cite toujours trois de ses collaborateurs du cabinet de Pierre Cot : Henri Manhès, Pierre Meunier, Robert Chambeiron, accusés d'être proches des communistes. On passe sous silence l'équipe militaire, qu'il constituait, grâce à laquelle il contrôlait le fonctionnement réel de la Résistance (...) Cette garde prétorienne, dont les membres avaient entre 20 et 25 ans, n'appartenaient pour la plu-

part à aucune tendance politique, bien qu'ardents patriotes et nationalistes. Les seuls politiquement engagés étaient d'extrême-droite : Paul Schmidt (PPF, Doriot), Raymond Fassin et moi-même (maurrassien d'*Action française*). »

À l'origine, autour de Jean Moulin, Cordier découvre qu'il n'y a ni agent de liaison, ni radiotélégraphiste, ni même un ou une secrétaire. Jacques Baume, qui l'a rencontré dans ces heures difficiles : « Je n'ai pu m'empêcher de penser, en les fréquentant tous les deux, que Moulin avait aussi choisi Cordier parce que son jeune secrétaire était issu d'une famille de pensée diamétralement opposée à la sienne. (...) » (3)

Daniel Cordier (alias Dandigné, Benjamin, Alain) est un secrétaire fidèle et consciencieux. Son emploi du temps est réglé. Chaque matin, il transmet les télégrammes, la correspondance des chefs des mouvements, des services, des hommes politiques. Il distribue le courrier dans les boîtes aux lettres des mouvements, etc. Il se retrouve seul au moment où Jean Moulin (alias Rex), est à Londres (14 février - 20 mars 1943). Au retour, Jean Moulin a les pleins pouvoirs pour organiser le Conseil National de la

Résistance (CNR). Le 25 mars 1943, installé à Paris, Cordier prend en main le nouveau secrétariat central. Le CNR tient sa première réunion le 27 mai 1943.

On connaît la suite, la réunion de Caluire et sa funeste fin, (l'arrestation de Jean Moulin, le 21 juin 1943). Cordier poursuit son action clandestine comme secrétaire de Claude Bouchinet-Serreulles. Ce dernier réussit à fédérer les mouvements (FTP, Armée Secrète, ORA, etc.), constituant à partir de février 1944, les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). Apprenant qu'il est repéré, Daniel Cordier quitte la France le 21 mars 1944, passe en Espagne puis réussit à rejoindre Londres.

Entre temps, Daniel Cordier a abandonné ses convictions royalistes : « Durant la guerre, à cause de la trahison de mes maîtres politiques, mais aussi à cause de l'exemple de mes camarades de la Résistance intérieure et de Jean Moulin, j'ai évolué vers "la gauche des droits de l'homme." Je dus constater avec tristesse que les conversions n'ont pas d'effets rétroactifs ! (...) Il m'a été impossible d'effacer de ma mémoire les admirations de ma jeunesse, même si aujourd'hui en relisant l'un de mes anciens maîtres, Charles Maurras par exemple, je suis épouvanté par l'esprit morbide de son antisémitisme dont je n'arrive plus à comprendre comment il a pu me convaincre autrefois. » (4)

Le général de Gaulle a fait, par décret du 20 novembre 1944, Daniel Cordier Compagnon de la libération. ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.
(À suivre : Le Gabastou.)

(1). Georges-Marc Benamou, *C'était un temps déraisonnable*, éditions Robert Laffont, 1999.

(2). Entretien de 2003 de Daniel Cordier avec Paul-Marie de la Gorce pour le site de la Fondation Charles-de-Gaulle.

(3). Jacques Baume, *Résister*, éditions Albin Michel 1999.

(4). Daniel Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, Tome I, éditions Jean-Claude Lattès, 1989.

Brèves royales

■ **Thaïlande, le 1er novembre.** : Le roi Rama X s'est offert un bain de foule aux abords du palais royal. 10 000 personnes s'étaient en effet rassemblées pour réaffirmer leur soutien à la monarchie, contestée depuis plusieurs mois par un mouvement étudiant qui fragilise le royaume. Brièvement questionné par un journaliste britannique sur ce qu'il pensait de ce mouvement d'opposition, le souverain a répondu : « *Nous aimons tous les Thaïlandais de la même manière* », avant de rappeler que « *la Thaïlande est une terre de compromis*. »

■ **Émirats Arabes Unis, le 4 novembre** : L'émir de Dubaï, Sheikh Mohammed Ben Rachid Al-Maktoum, a accepté de se faire inoculer un vaccin expérimental anti-Covid-19, mis au point par un laboratoire chinois et qui présente de premiers résultats tout à fait prometteurs.

■ **Madagascar, le 5 novembre** : La couronne de la dernière reine de Madagascar, Ranavalona III, récemment restituée par la France, a été accueillie en grandes pompes dans l'île des vanilles. Une célébration qui coïncidait également avec l'inauguration du nouveau Palais royal de Manjakamiadana, qui avait été détruit par un incendie en 1995. La princesse Ralاندison Fenovola, qui représente les familles royales de l'île, a affirmé que « *l'événement était une marque de respect pour la culture et l'histoire du pays* ».

■ **Japon, le 8 novembre** : Le prince Fuhimito d'Akishino, frère de l'empereur Nuhurito, a été officiellement déclaré héritier au trône du chrysanthème, lors d'une courte cérémonie traditionnelle, le « Rikkoshi no rei ». Nuhurito n'ayant qu'une fille unique, le prince est destiné à devenir le 127^e empereur du Japon, selon les règles de succession actuelles. Des règles qui pourraient néanmoins faire l'objet d'une profonde réforme, si le parlement décidait d'abroger la loi depuis toujours en vigueur au pays du Soleil Levant.

■ **Serbie, le 11 novembre** : Le prince Philippe de Serbie, fils cadet du prétendant au trône, a déposé une gerbe en hommage à l'ensemble de ses compatriotes morts durant la première guerre mondiale. Il a rappelé à cette occasion que son pays a toujours lutté pour la liberté et que la famille royale se tenait encore aux côtés de tous les Serbes.

FREDERIC DE NATAL.

La Nouvelle Action royaliste

Notre campagne d'adhésion

Les analyses les plus rigoureuses, les critiques les plus décisives ne sont utiles que si elles sortent des petits cercles d'initiés et se diffusent dans l'ensemble de la société. C'est pourquoi, tout en accordant une grande importance à la réflexion intellectuelle sous toutes ses formes, la NAR se définit d'abord comme une organisation politique qui vise à diffuser les idées royalistes dans le pays, à promouvoir l'idée d'une monarchie nationale, populaire, moderne et à préparer le recours au comte de Paris.

Dans cet esprit, la NAR prend régulièrement position dans les grands débats nationaux, elle cherche à éclairer les citoyens dans les choix qui s'offrent au pays et elle poursuit depuis l'origine un dialogue avec tous ceux qui mettent en avant l'intérêt public avant les choix partisans. La NAR, c'est aussi une organisation vivante qui rassemble des militants de toutes origines, politique, spirituelle, professionnelle... un mouvement où les adhérents participent à la définition de la ligne politique, élisent leurs dirigeants et forment une communauté militante qui travaille, qui réfléchit et qui agit.

Rappelons que l'adhésion à la NAR est indépendante de l'abonnement au journal et que les cotisations sont mensuelles et fixées en principe à 2 % du revenu, étant bien entendu que ce montant n'est qu'indicatif et que les versements sont laissés à la libre appréciation de chacun, la question financière ne devant pas être un obstacle à l'adhésion.

Quant à nos lecteurs qui ne sont pas encore adhérents, nous les engageons vivement à prendre leur carte. C'est encore la manière la plus efficace de nous aider, de renforcer la NAR, de rendre notre action plus efficace et de faire croître notre audience. Sur un simple appel téléphonique (06 43 11 36 90), un mail (lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr) ou un courrier adressé à notre siège, nous vous enverrons la documentation nécessaire.

Depuis le lancement de cette campagne d'adhésion à l'été dernier, notre mouvement a franchi plusieurs étapes importantes.

Alors, au moment où la NAR renforce son action et qu'elle se prépare à fêter l'an prochain ses 50 années d'existence, n'attendez plus pour vous engager à nos côtés.

Actualités de la NAR

Communiqué

Alors que la plupart des commerces de proximité sont fermés, la complaisance du gouvernement vis-à-vis des géants américains de la vente en ligne continue de susciter de très vives réactions. Une tribune, publiée le 16 novembre par ATTAC et soutenue par des éditeurs, syndicalistes, économistes et responsables d'associations, plaide pour « *une taxe exceptionnelle sur le chiffre d'affaires d'Amazon et autres profiteurs de la crise* ». Une pétition, mise en ligne le lendemain, qui rassemble de nombreux élus et personnalités du monde de la culture, lance le mot d'ordre d'un #NoëlSansAmazon et demande elle aussi des mesures pour donner un coup d'arrêt aux activités prédatrices des « brigands du numérique ». **La NAR s'associe à ces mots d'ordre. Elle rappelle que l'explosion de la vente en ligne a des conséquences dramatiques sur notre environnement et sur notre modèle économique et social.** Le site de *Libération* laissait entendre le 19 novembre qu'Amazon cherchait à rendre ces pétitions inaccessibles. **Si tel est le cas, La NAR dénonce ces atteintes scandaleuses à la liberté d'expression.**

Les mercredis de la NAR

Les mercredis de la NAR changent de forme pour tenir compte des contraintes liées au respect du confinement.

Les conférences se feront désormais entièrement à distance au moyen d'un logiciel de visioconférence, ce qui permettra d'accueillir un auditoire légèrement plus conséquent que pendant le mois d'octobre, où les enregistrements se faisaient dans nos locaux.

Chaque séance sera enregistrée et accessible dès la semaine qui suit sur la chaîne Youtube de la NAR (1). Nous incitons donc nos lecteurs à s'y rendre et à s'y abonner. Voici la liste des vidéos déjà ou prochainement en ligne :

Mercredi 25 novembre :

Thibaud Gandouly

Sur son livre : *Philippe VII, comte de Paris*

Mercredi 2 décembre :

Jean-Loup Bonnamy

Sur le thème : Le patriotisme économique.

Mercredi 9 décembre :

Catherine Maire

Sur le thème : Politique et religion dans la France des Lumières.

Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin

Directeur adjoint : C. Barret

Rédacteur en chef : N. Palumbo

Maquette/SR : I. Sullivan

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Com. Paritaire : 05 14 – G 84 801

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

o Je m'abonne à Royaliste

VERSION PAPIER o TROIS MOIS (20€) o SIX MOIS (30€) o UN AN (50€) o UN AN SOUTIEN (120€)

VERSION PDF o UN AN (40 €) o UN AN SOUTIEN (50€)

o Je paye par chèque à l'ordre de Nouvelle Action Royaliste

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Téléphone portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS



par Bertrand Renouvin

Instituer la République

La République et ses principes fondamentaux procèdent de concepts qui recèlent de multiples significations et implications philosophiques, sur lesquelles les Etats et les sociétés se sont construits depuis les commencements de notre civilisation.

Liberté, égalité, fraternité, justice, souveraineté : loin d'être abstraits, ces principes protègent les collectivités politiques de la violence et de la destruction dès lors qu'ils sont articulés dans un système de médiations politiques. Il faut lier les dynamiques de la liberté et de l'égalité, composer les ordres de justice, mettre en œuvre les modes de souveraineté – populaire, nationale, étatique –, organiser la relation entre le pouvoir politique, l'Etat et la nation au fil de l'histoire...

Par rapport à ces enjeux, la Nouvelle Action Royaliste n'est en rien originale. Nous sommes banalement mais strictement républicains, dans la filiation du parti des Politiques qui se reforme en temps de crise depuis le XVI^e siècle pour rétablir l'unité nationale. Comme tous les Politiques, nous estimons que les institutions sont primordiales : il faut que la nation soit gouvernée pour que les tensions soient maîtrisées et orientées. Mais comment ?

Les « solutions », toujours fragiles, ont varié au cours de notre histoire millénaire. Nous avons connu, à l'époque médiévale et jusqu'aux guerres de Religion, une première forme de monarchie républicaine selon la théorie du gouvernement mixte. L'Etat a ensuite affirmé sa pleine souveraineté pour résorber les risques de guerres civiles, mais sans comprendre la nécessité d'une représentation de l'ensemble des Français.

C'est pendant la première phase de la Révolution française que notre tradition royaliste commence à s'affirmer. Elle inspire, avec les monarchiens, une bonne part de la Déclaration de 1789 et de la Constitution de 1791. Elle invente le régime parlementaire après 1814. Elle s'oppose, selon sa tradition libérale, au Second Empire. Elle échappe à la dialectique Monarchie-République en participant de manière décisive à la formulation des lois constitutionnelles de 1875, avant d'être éliminée du champ électoral, puis exclue du débat par le maurrassisme. Mais c'est bien dans la logique monarchique que la III^e République, à l'encontre du vieux républicanisme, renforce la fonction gouvernementale et se donne une constitution administrative. Notre tradition renaît avec la France libre, se reconnaît dans le mouvement gaulliste et trouve un premier accomplissement dans la V^e République, cette monarchie républicaine, démocratique et parlementaire.

Fondé en 1971, notre mouvement a appris du comte de Paris, chef de la Maison de France, comment aurait pu se dessiner le chemin menant de la monarchie élective à la monarchie royale, sous l'égide des principes de la République et à condition que le peuple souverain accorde son consentement par la voie du suffrage universel. Il était dès lors logique que la Nouvelle Action royaliste se consacre à la réflexion sur les principes communs, incite ses militants à servir l'Etat et la nation et recherche des alliances selon l'esprit du parti des Politiques.

C'est selon cette ligne de conduite que nous avons fait valoir les avantages de la Constitution de 1958, tout en soulignant ses failles et ses contradictions – observées de près pendant les deux septennats de François Mitterrand. Nous avons dit cent fois que la V^e République était une synthèse provisoire, périlleuse dès lors que la fonction symbolique du chef de l'Etat ne pouvait être complètement assumée. Puis nous avons dénoncé la négation oligarchique des institutions gaulliennes et du principe de souveraineté... Aussi faut-il à nouveau instituer la République. Mais selon quelles modalités ?

Depuis bientôt cinquante ans, la Nouvelle Action royaliste affirme la nécessité d'une monarchie royale, comme moyen d'accomplir autant que possible la République – non comme absolu. Avant 1789, la monarchie capétienne a connu une tension entre le gouvernement mixte et l'administration de la chose publique par l'Etat – entre Aristote et Bodin – qui se retrouve dans l'hésitation entre le régime parlementaire et le présidentialisme. Cette tension demeurera, avec des résolutions provisoires suscitées ou dictées par le moment historique.

Selon les mêmes principes républicains, d'autres citoyens envisagent des modalités institutionnelles différentes des nôtres. Il y a là matière à de riches débats, qui n'excluent pas l'engagement commun pour le service de l'Etat et de la nation. Instituer à nouveau la République implique le rétablissement du fonctionnement régulier de nos institutions politiques, le renforcement de la constitution administrative et de la constitution sociale et la mise en forme de la constitution économique esquissée à la Libération puis dans les premières années de la V^e République.

Le parti républicain, ou parti des Politiques, dispose d'une longue expérience historique, d'un ensemble de réalisations effectives et d'une doctrine mûrie dans les combats communs. Il faut maintenant que ce parti cohérent dans ses intentions mais physiquement dispersé, se rassemble et s'incarne. Telle est l'urgence. ■

Sommaire

Page 2 - Education et Covid : mon école va-t-elle craquer ? – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Une panthéonisation en catimini. – L'Écho du net.

Page 4 – Le ferroviaire alsacien sacrifié par Bruxelles. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Grandes surfaces : méli-mélo dans le chariot !

Page 6 – Les heures sanglantes du Kosovo. – Voix étrangères. – Les faits majeurs.

Page 7 – L'Amérique en pause.

Pages 8 et 9 – Entretien avec David Cayla sur son livre *Populisme et néolibéralisme*.

Page 10 – La mer, espace à ménager. – Dans les revues.

Page 11 – Orwell pour aujourd'hui.

Page 12 – *Le Maître et Marguerite* de Boulgakov.

Page 13 – Le bataillon français de Corée. – France-USA.

Page 14 – Royalistes contre nazis : Daniel Cordier.

Page 15 – Le mouvement royaliste.

Page 16 – Instituer la République.